

« Les associations sont un vecteur fondamental de mixité sociale... »

Directeur du département « Opinion et stratégies d'entreprise » de l'Institut français d'opinion publique (IFOP) et auteur de « *L'Archipel français* », Jérôme Fourquet décrit les fractures et les points de convergence au sein de la société française.

Union Sociale: Il y a quelques semaines, le maire de Saint-Brevin-les-Pins, porteur d'un projet d'installation d'un centre d'accueil pour demandeurs d'asile dans son village, a dû démissionner suite à des pressions diverses. Que nous dit ce fait d'actualité sur l'état de notre vivre ensemble ?

Jérôme Fourquet: Le premier constat que nous pouvons faire est que l'accueil des demandeurs d'asile est un sujet sensible, non seulement en France, mais dans de nombreux autres pays en Europe. Il faut d'ailleurs constater que d'autres mouvements de contestation, certes de moindre ampleur, avaient déjà eu lieu dans d'autres parties du territoire suite à des projets d'installation de centre d'accueil pour demandeurs d'asile. Ce sujet est également très abrasif politiquement et certains acteurs politiques nationaux ou locaux ne se gênent pas pour souffler sur les braises en suscitant de l'inquiétude dans la population, alors même que les habitants n'étaient pas forcément hostiles à l'installation de ce type de structure dans leur environnement direct. Pourtant, dans la réalité, de nombreux exemples, assez peu médiatisés, il faut bien le dire, montrent que l'accueil de ces migrants peut fonctionner si les acteurs locaux (les associations, les collectivités mais également les entreprises) arrivent à travailler ensemble autour de cet objectif. Cela a été notamment le cas à la suite du démantèlement de la jungle de Calais en 2015 où de nombreux migrants avaient pu être intégrés dans de bonnes conditions au sein de nombreuses villes et villages partout en France. Pour atteindre cet objectif, il convient sans doute, au vu des expériences qui ont marché, de respecter un certain nombre de conditions liées au contexte socio-économique que ces migrants vont intégrer, à la pédagogie qui est faite à l'égard des populations, mais également à

la capacité des acteurs locaux à bien organiser cet accueil. Si ces conditions ne sont pas remplies, les risques de crispation et de rejet sont nombreux.

US: Dans votre célèbre ouvrage, *L'Archipel français*, vous décrivez une société française de plus en plus fragmentée. Cette tendance s'est-elle renforcée depuis la rédaction de votre livre en 2019, suite à la crise des gilets jaunes ?

JF: Il faut tout d'abord préciser que nous avons achevé cet ouvrage juste au début de la crise des gilets jaunes et que la crise sanitaire est également passée par là. Ceci étant dit, les constats que nous pouvons faire sur l'atomisation de la société française n'ont pas vraiment changé et se manifestent même aujourd'hui au niveau de la représentation nationale, notamment à l'Assemblée, avec l'apparition de trois blocs distincts qui semblent incapables de s'entendre. Nous pouvons toujours observer une frange aisée de la société qui bénéficie de tous les apports de la mondialisation en étant parfaitement intégrée et une part de plus en plus grande de personnes qui sont contraintes de faire des choix et bien souvent des sacrifices sur leurs besoins les plus fondamentaux, pour faire partie de cette société, sans toujours y parvenir, avec toutes sortes de tensions qui s'instaurent dans ce cadre.

US: Quels sont les leviers à activer pour renforcer notre cohésion sociale ?

JF: La crise provoquée par la réforme des retraites et l'opposition d'une majorité des Français à cette orientation gouvernementale a bien montré l'attachement des citoyens à notre modèle de protection sociale. C'est un véritable ciment qui unit chacun

d'entre nous. De même, la reconnaissance du rôle des soignants et la place de l'hôpital prouvent l'importance accordée à des services publics de qualité. Le problème est que ce système coûte cher et que bon nombre de citoyens ont le sentiment de ne pas en avoir pour leur argent, avec des services publics qui ne cessent de se fragiliser et une prestation qui se dégrade, notamment dans certains territoires. Il faut être attentif à cette dynamique car elle pourrait avoir des vraies conséquences sur notre volonté de vivre ensemble. Il faut également constater, même si cette tendance n'est pas vraiment encore mesurable dans les chiffres, que certains Français sont tentés de faire sécession en mettant par exemple leurs enfants dans des écoles privées, en se faisant soigner dans des cliniques privées, en étant de plus en plus réticents à l'impôt ou encore en considérant qu'ils n'ont pas à participer à système de protection sociale dont ils bénéficient trop peu. L'enjeu est donc bien d'arriver à restaurer une forme de confiance dans notre modèle commun et cela passe inévitablement par une modernisation et une amélioration de notre système qui doit redevenir attractif, avec des moyens financiers qui restent limités.

US: Malgré le délitement de notre vivre ensemble, de nombreuses actions de solidarité fleurissent partout sur le territoire. Comment analyser toutes ces initiatives citoyennes?

JF: Il est indéniable, et l'Uniopss est sans doute mieux placée que moi pour le savoir, que de nombreuses initiatives solidaires fourmillent partout dans le pays. Le problème est qu'elles sont menées la plupart du temps à bas bruit et qu'elles bénéficient de très peu de visibilité. Nous vivons en effet dans un système médiatique dans lequel elles n'ont pas vraiment leur place. Comme le dit la formule consacrée, « une forêt qui pousse fait toujours moins de bruit qu'un arbre qui tombe ». Il convient sans doute que les acteurs qui portent toutes ces initiatives apprennent à mieux se vendre car il est probable, qu'une plus grande mise en valeur de ces actions solidaires, aurait un impact sur l'opinion des Français, tant du point de vue de leur ouverture vis-à-vis de certaines catégories de populations, que de leur envie de s'engager.

US: Quelle place des associations, souvent au plus près des populations les plus fragiles, pour retisser des liens entre les citoyens?

JF: Les associations, qu'elles soient de solidarité ou non, jouent un rôle fondamental pour faire vivre des liens entre des personnes, qui, en dehors de ce type de projet, ne se seraient jamais rencontrées. Dans les villages les plus désertés, là où les écoles et les cafés



ont disparu, elles sont parfois le seul vecteur de vie collective. En ce sens, elles sont un levier considérable de mixité sociale et de vie commune. Pour autant, elles n'échappent pas non plus à une forme d'atomisation et de concurrence. Bon nombre de citoyens ne souhaitent plus passer par une forme associative pour faire vivre un projet solidaire. Ils préfèrent mener celui-ci avec des gens qui leur ressemblent ou avec qui ils se sentent proches. Cette forme de repli et d'archipélisation de l'engagement n'est sans doute pas une bonne nouvelle et il y a probablement un questionnement à mener, du côté des acteurs associatifs, pour redevenir attractifs. ●

**Propos recueillis
par Antoine Janbon**

Pour plus d'informations:

L'Archipel français, naissance d'une nation multiple et divisée,
Jérôme Fourquet, Éditions du Seuil, 384 pages, 2019.